



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SFTS**

Z.I. LES CHAUX  
42450 Sury-Le-Comtal

Références : UiD4243-EAR-024-462  
Code AIOT : 0006103509

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement SFTS implanté Z.I. LES CHAUX 42450 Sury-le-Comtal. L'inspection a été annoncée le 13/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SFTS
- Z.I. LES CHAUX 42450 Sury-le-Comtal
- Code AIOT : 0006103509
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SFTS est spécialisée dans le traitement de surfaces "à façon".

**Thèmes de l'inspection :**

- Rejets aqueux

- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 25/07/2024, article 2.2.1	Demande d'action corrective	6 mois
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 10.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 10.1.4	Demande d'action corrective	6 mois
11	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 10.1.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 15	Sans objet
3	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21	Sans objet
4	Canalisations	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7	Sans objet
5	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet
7	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Sans objet
8	Déchets	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D 543-281	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a principalement permis de mettre en évidence que :

- l'exploitant a mené un travail important pour assurer un suivi précis des consommations d'eau ligne par ligne (eau potable, eau recyclée),
- l'exploitant doit être vigilant pour ce qui concerne le respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux applicables depuis le 25 juillet 2024,
- le réseau de surveillance des eaux souterraines pourrait être à compléter,
- des actions correctives ont été réalisées pour lever des non-conformités relevés lors des précédentes inspections (vanne d'obturation des réseaux, commandes des désenfumages...).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2024, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles de l'atelier de traitement de surface dans le milieu considéré (point de rejet n°1EI), les valeurs limites en concentration et flux mentionnées à l'article 2.2.1 de l'arrêté complémentaire du 25 juillet 2024.
<b>Constats :</b>  De nouvelles valeurs limites d'émission (VLE) sont applicables pour les rejets aqueux de l'entreprise depuis le 25 juillet 2024. Elles ont été revues à la baisse compte tenu du débit d'étiage du milieu récepteur et des NQE (norme de qualité environnementale) applicables, plus particulièrement pour Cr, Ni, Cu et Zn. Un examen des résultats saisis sur Gidaf pour la période août - octobre 2024 montre, pour ces paramètres : <ul style="list-style-type: none"><li>• Cr, CrIII et CrVI : respect des VLE,</li><li>• Ni : respect des VLE,</li><li>• Cu : dépassement du flux moyen mensuel en septembre et octobre (flux max mesuré 17 g/j, VLE : 15 g/j), respect des VLE en concentration et flux journalier,</li><li>• Zn : dépassement du flux moyen mensuel en septembre et octobre (flux max mesuré 32 g/j, VLE : 25 g/j), respect des VLE en concentration et flux journalier.</li></ul> Pour tous les autres paramètres, l'extraction Gidaf montre l'absence de dépassement.  L'exploitant a identifié les dépassements. Il a indiqué vouloir mener les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• faire effectuer des analyses d'autosurveillance par un laboratoire extérieur sur une période d'observation à définir afin d'avoir une comparaison renforcée avec son autosurveillance, et identifier si l'autosurveillance ne majore pas les résultats présentés,</li><li>• réflexion à des pistes d'amélioration des traitements de finition de la station d'épuration.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Non-conformité :</b> Les premiers résultats d'autosurveillance depuis la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2024 montrent, pour les paramètres Cu et Zn où les valeurs limites d'émission ont été revues à la baisse, des dépassements en flux moyen mensuel. Une période d'observation prolongée est nécessaire pour évaluer plus en détails cette situation. Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>• les décisions prises quant aux deux pistes de travail citées dans la partie constats ci-dessus,</li><li>• les premiers résultats des actions menées.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure débit prélevé
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  <u>Suivi inspection 2023, point de contrôle n°6 (non-conformité) :</u> L'exploitant ne dispose pas d'un registre sur lequel sont reportés les relevés du compteur d'eau (délai de mise en conformité : 8 jours)
<b>Constats :</b>  Depuis l'inspection de 2023, l'exploitant a mis en place des "sous-compteurs" pour chaque ligne de traitement (alimentation en eau potable et eau recyclée). Ces compteurs sont relevés une fois par mois, l'exploitant a présenté le registre de suivi mis en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des consommations / Rejet spécifique
<b>Prescription contrôlée :</b>  « II. Le rejet spécifique d'eau n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.  « Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, ce rejet spécifique n'excède pas 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.  « L'exploitant calcule une fois par an le rejet spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées le mode de calcul du rejet spécifique, le résultat et les éléments justificatifs de ce calcul. Par défaut et à la demande de l'exploitant, le rejet spécifique peut être assimilé à la consommation spécifique, c'est-à-dire à la consommation d'eau liée à l'activité de traitement de surface. »  Suivi inspection 2023, point de contrôle n°8 (observation) : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant apportera des précisions sur la méthode de calcul mise en œuvre, notamment comment est effectuée la conversion ampère - m <sup>2</sup> .
<b>Constats :</b>  Suite à la mise en place des sous-compteurs au niveau des lignes de traitement, l'exploitant a mis en place une nouvelle méthode de calcul de la consommation spécifique basée sur : <ul style="list-style-type: none"><li>• les relevés mensuels des compteurs des lignes,</li><li>• le nombre de "barres" traitées chaque mois (obtenu à partir d'un relevé sur l'automate),</li><li>• les calculs de surfaces : le travail est en cours pour établir une base de données</li></ul>

des surfaces des outils, des pièces...

Le calcul de la consommation spécifique est ainsi effectué ligne par ligne tous les mois. Les premiers résultats présentés montrent le respect de la valeur seuil de 8 l/m<sup>2</sup>/FDR pour toutes les lignes, excepté pour la ligne manuelle (faible surface traitée). Au global, la valeur seuil est respectée pour l'ensemble de l'usine.

L'exploitant a indiqué que le bilan sera finalisé à la fin de l'année.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :** Le calcul de la fonction de rinçage est effectué à partir des relevés des compteurs mis en place sur les lignes de traitement. L'exploitant veillera à ce que le calcul prenne bien en compte tous les effluents visés à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (notamment, les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents, les vidanges des cuves de traitement...).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Canalisations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Repérage des canalisations

**Prescription contrôlée :**

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

**Constats :**

La visite générale des ateliers a permis de constater que des étiquettes sont présentes sur les canalisations afin de les identifier.

Il a pu toutefois être identifié certaines zones où ces identifications méritent d'être complétées (nouvelles canalisations créées avec la mise en place des sous-compteurs, certaines canalisations au niveau de la ligne Zn1...).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :** L'exploitant doit veiller à compléter les repérages des canalisations lors des modifications.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès  <u>Suivi inspection 2022, point de contrôle n°2 (non-conformité) :</u> Les commandes des dispositifs de désenfumage ne sont pas situées à proximité des accès. L'exploitant transmettra à l'inspection, sous un délai de 6 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- des devis de mise en conformité des installations</li><li>- un plan d'actions visant à la mise en conformité accompagné d'un échéancier de réalisation des travaux. L'échéance proposée devra être argumentée, elle s'appuiera notamment sur les éventuelles difficultés techniques, les contraintes liées à la production, le coût des travaux et les capacités de l'entreprise à les financer.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté une facture justifiant de la réalisation de travaux pour le report des commandes datée du 24 octobre 2023. Ces commandes ont été reportées à proximité des accès de chaque atelier. La visite des installations a toutefois permis de constater que certaines des commandes ne semblent pas facilement accessibles depuis des accès donnant sur l'extérieur (en particulier, cas de la commande positionnée au niveau de l'accès de l'atelier Zn1-Zn2).  Le plan d'évacuation et de localisation des risques est à mettre à jour suite au déplacement des commandes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <u>Observations :</u> L'exploitant veillera, sous un délai de 3 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>• à ce que les commandes de désenfumage soient positionnées de sorte à être facilement accessibles depuis des accès donnant sur l'extérieur,</li><li>• à mettre à jour le plan d'évacuation et de localisation des risques suite au déplacement des commandes de désenfumage.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Moyens de lutte incendie – entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.  <u>Suivi inspection 2022, point de contrôle n°6 (non-conformité) :</u> Les dispositifs de désenfumage n'ont pas fait l'objet de vérifications depuis 2018. Considérant les travaux nécessaires pour la mise en conformité des installations (cf point de contrôle n°2), une vérification du bon fonctionnement des installations doit être réalisée : <ul style="list-style-type: none"><li>- dès les travaux de mise en conformité réalisés,</li><li>- au plus tard avant fin août 2023 si les travaux de mise en conformité ne peuvent être réalisés avant cette échéance (impossibilité à justifier en lien avec le point de contrôle n°2).</li></ul>

**Constats :**

La première vérification des dispositifs de désenfumage a été réalisée en janvier 2024, suite à la modification des installations réalisée fin 2023. L'exploitant devra veiller à effectuer une vérification selon la prescription, au moins une fois par an.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.

En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Suivi inspection 2022, point de contrôle n°7 (non-conformité) :

Sous un délai de 6 mois, l'exploitant mettra en place un dispositif permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinction d'incendie afin de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Un dispositif de type vanne guillotine correctement dimensionné pourra être recevable. L'exploitant veillera à l'éloigner au maximum des bâtiments afin de l'exposer au minimum aux flux thermiques émis en cas d'incendie, il devra pouvoir être accessible en toute circonstance.

**Constats :**

Une vanne d'obturation a été mise en place au niveau du point de rejets des eaux pluviales. Cette vanne a été positionnée à proximité de la clôture du site afin de l'éloigner au maximum des bâtiments.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/07/2021, article D 543-281

**Thème(s) :** Risques chroniques, Tri 5 flux

**Prescription contrôlée :**Suivi inspection 2022, point de contrôle n°9 (non conformité) :

Les documents transmis ne répondent pas à la demande qui est spécifique aux déchets concernés par le tri 5 flux. L'attestation demandée dont le format est fixé par l'arrêté du 18 juillet 2018 doit être réclamée par l'exploitant auprès de son prestataire.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réussi à obtenir une attestation conforme à la prescription de la part du prestataire officiant en 2022 et 2023.



Depuis 2024, il a changé de prestataire, ce dernier serait en capacité de fournir l'attestation prévue réglementairement. Elle sera disponible à compter de mars/avril 2025 pour les prestations effectuées au cours de l'année 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :** Dès que disponible, l'exploitant transmettra à l'inspection l'attestation justifiant d'une gestion conforme des déchets collectés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 10.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conception du réseau

**Prescription contrôlée :**

La conception du réseau de forages sera réalisée sur la base d'une étude hydrogéologique du site. Il sera défini :

- le nombre de forages nécessaires (à minima deux forages sont implantés en aval et un en amont hydraulique du site) ;
- le lieu d'implantation des forages ;
- la profondeur du forage.

**Constats :**

Le réseau de forage est composé de deux piézomètres, Pz1 (supposé en aval hydraulique) et Pz2 (situé dans la cour intérieure, supposé en amont hydraulique).

Le rapport "Installation de piézomètres et surveillance de la nappe, n°CET0071150 du 3 février 2014, CETIM" précise que l'installation des deux piézomètres a été réalisée sur la base d'une étude hydrogéologique. La nappe serait orientée Sud-Nord.

Ainsi, selon cette hypothèse de sens d'écoulement, le piézomètre Pz2 n'est pas en amont hydraulique des installations, puisqu'installé en aval immédiat de la ligne de Chromage.

La présence de seulement deux piézomètres ne permet pas de surveiller avec précision le sens d'écoulement de la nappe.

Les deux ouvrages n'ont pas été déclarés au BRGM.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non conformité :** Le nombre de piézomètres implantés est non-conforme à la prescription imposée.

Sous un délai de 6 mois, l'exploitant complètera le réseau de surveillance afin de respecter la prescription de l'article 10.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012 (à minima un piézomètre amont et un deuxième piézomètre aval). L'implantation de ces ouvrages sera réalisée sur la base d'une mise à jour de l'étude hydrogéologique. A défaut, l'exploitant justifiera que l'implantation d'ouvrages supplémentaires est impossible (absence de nappe dans les zones nécessaires pour compléter le suivi).

**Observation :** L'exploitant fera inscrire les piézomètres à la banque du sous-sol du BRGM.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 10 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 10.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses
<b>Prescription contrôlée :</b> Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux. <ul style="list-style-type: none"><li>• Niveaux piézométriques</li><li>• pH, conductivité</li><li>• Hydrocarbures Totaux</li><li>• Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV)</li><li>• Composés chimiques aromatiques suivants : Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylènes (ortho , méta et para) (BTEX)</li><li>• Fer</li><li>• Cuivre</li><li>• Chrome total</li><li>• Chrome VI</li><li>• Cyanures</li><li>• Zinc</li><li>• Argent</li><li>• Nickel</li><li>• Etain</li></ul> <p>Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols. Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant procède aux analyses prescrites selon la fréquence imposée.  La lecture des rapports d'analyses de 2022, 2023 et 2024 ne semble pas mettre en évidence, d'une façon générale, un impact des installations sur les eaux souterraines. A noter que le dernier rapport d'avril 2024 montre au niveau de Pz1 une concentration en Zn de 29,9 µg/L, supérieure à celles observées lors des précédentes analyses (proches de 10 µg/L). L'évolution sera à surveiller lors des prochaines campagnes.  Pour le cas des COV, les résultats d'analyses examinés montrent des concentrations mesurées inférieures aux limites de quantification.  En regard des paramètres prescrits, il est constaté un oubli d'analyse du paramètre CrVI.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Non-conformité:</b> Le paramètre CrVI n'est pas analysé conformément à la prescription. Il devra être intégré aux analyses dès la prochaine campagne d'analyses.  <b>Observation :</b> Pour le cas particulier des COV, et suite aux échanges tenus en salles, l'exploitant peut solliciter un allègement de la surveillance de chacun des paramètres pour lesquels : <ul style="list-style-type: none"><li>• il peut justifier qu'il n'est pas mis en œuvre sur le site,</li><li>• les résultats ont montré des concentrations mesurées inférieures aux limites de quantifications sur plusieurs années consécutives (une période d'observation étendue est attendue à titre d'argumentaire).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 11 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 10.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.  Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise les analyses selon les fréquences prescrites et est en capacité de les présenter rapidement sur demande de l'inspection.  A la date de la visite objet du présent rapport, il n'existe pas de cadre de saisie sur Gidaf pour permettre à l'exploitant de saisir l'autosurveillance des eaux souterraines. Ce cadre sera créé courant 2025, après analyse du dossier de demande révision de la liste des paramètres à surveiller (cf point de contrôle précédent).  Les résultats des analyses ne précisent pas la mesure du niveau piézométrique en niveau NGF (indispensable pour déterminer le sens d'écoulement de la nappe). Les ouvrages ne comportent pas de repère permettant d'identifier un point qui serait pris en référence pour le nivellement NGF.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Non-conformité :</b> Lors de la prochaine campagne d'analyses, l'exploitant fera procéder à un nivellement NGF des piézomètres. Les résultats des analyses devront intégrer une mesure du niveau piézométrique en cote NGF.  <b>Observation :</b> A compter de 2025, dès que le cadre de surveillance sera créé, l'exploitant devra transmettre ses résultats d'analyses via l'outil Gidaf.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois